

Kosovo : leur logique et la nôtre

Comment ne pas être révolté par le martyr du peuple kosovar ? Devant cette tragédie, nul n'a le monopole du cœur, des sentiments et des émotions. Mais la guerre est une redoutable machine à simplifier. Il faut « choisir son camp » : qui n'est pas avec moi est contre moi ! « Eux » ou « nous » ! Qui ça, « nous » ? « Nous » les « Occidentaux », les bien-pensants, les démocrates sans reproches ? Ce « nous » là n'est pas le nôtre.

La logique de guerre obscurcit la pensée. Il y a déjà ceux qui escaladent et jusqu'au-boutissent ; ceux qui ministre-ça-ferme-sa-gueule ; ceux qui républicains-des-deux-rives ; ceux qui mêlent le rouge et le brun ; et même ceux qui rêvent et cauchemardent à dormir debout (Romain Goupil dans votre page « Débats » du 31 mars). La logique de guerre est celle du tiers exclu : « Ou Milosevic ou l'Otan » ? Qui refuse de s'y plier doit s'attendre à essuyer les insultes les plus grossières et les plus infamantes (« *munichois!* »). Au droit des puissants et à leur morale sélective, nous opposons une logique politique guidée par des principes qui ne sont pas à géométrie variable : ni Milosevic ni Otan ! Arrêt des bombardements et autodétermination du Kosovo ! Naïveté ? Angélisme ? Irréalisme ?

La guerre non déclarée menée par l'Otan poursuit – au moins – deux objectifs. L'un, proclamé, (« *le seul légitime* » selon Alain Joxe – *Le Monde* du 3 avril) : la protection du peuple kosovar. L'autre, inavouable : légitimer l'Otan comme police du nouveau désordre mondial en Europe et en Méditerranée.

Empêcher les tueries et la « purification » entreprises par Milosevic au Kosovo ? Loin d'y parvenir, les frappes aériennes ont contribué à amplifier et à accélérer l'exode forcé par les paramilitaires et la police serbes, dans la confusion des bombardements et en l'absence des 1 300 vérificateurs de l'OSCE préalablement retirés.

Le désastre humain est à son comble. Alors que les frappes aériennes étaient censées prévenir le pire, le résultat est accablant : déplacement massif des Albanais du Kosovo transformés en peuple paria, massacres sans témoins, union sacrée autour de Milosevic en Serbie, déstabilisation durable de toute la région.

Sombre bilan du réalisme otanien. Javier Solana prétend pourtant avoir été informé à l'avance d'un plan d'expulsion des Kosovars. Comment expliquer alors, après dix jours de bombardements et d'exode, les carences et les retards de l'aide humanitaire ? Incompétence ou cynisme ?

Pour démêler l'imbroglio, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste le fil conducteur. Ce droit à déterminer, « quand ils le désirent et comme ils le désirent, leur statut politique interne et externe sans ingérence extérieure » figure au chapitre VIII de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Il vaut pour le Kosovo comme pour les Kurdes, les Basques, les Écossais (et les Palestiniens !).

L'autodétermination signifie le droit de choisir : autonomie, association, souveraineté partagée. Ce choix inclut l'indépendance, mais ne s'y réduit pas : à l'heure de la mondialisation marchande, la dislocation d'États plurinationaux et pluriethniques, la quête improbable d'une équation simple (un peuple homogène = un territoire = un État) portent en germe la purification territoriale et ethnique. Sa sinistre logique est sans limites.

Même si l'autonomie substantielle du Kosovo apparaissait comme une solution souhaitable, la poursuite de la guerre la compromet chaque jour davantage et réduit à vue d'œil l'espace d'une force démocratique et pacifique. Au point d'exacerbation atteint par l'affrontement communautaire, l'indépendance devient, par effet d'engrenage, le débouché probable de l'autodétermination, au risque d'une partition de fait sur le dos des Kosovars : après la Bosnie « une et divisible » de Dayton, un Kosovo « un et divisé » ?

Tout conflit armé a pour fonction de modifier les rapports de forces en vue d'un compromis inévitable. Or, les frappes aériennes ne dessinent par elles-mêmes aucune issue. Il faudra donc revenir à la négociation. Quand, à quel prix, dans quel rapport de forces ? Un écrasement militaire total de la Serbie signifierait, certes, la disparition du criminel de guerre Milosevic, mais dans des conditions telles qu'il resterait alors un peuple serbe durablement humilié et meurtri, couvant dans le ressentiment un capital victimaire inépuisable. Pour que la société serbe respire à nouveau dans sa diversité au lieu de se rétracter en bloc, pour que la cohabitation pacifique des peuples de la région redevienne possible, vaut-il mieux arrêter immédiatement les bombardements ou les continuer (jusqu'où ?) et les prolonger tôt ou tard par une intervention terrestre ?

C'est la question de l'heure. La réponse est claire : il faut arrêter les bombardements et reprendre les pourparlers pour l'autodétermination du Kosovo. Notre appel collectif (*Le Monde* du 31 mars) suggère « l'organisation d'une conférence balkanique à laquelle participent les représentants des États et de toutes les communautés nationales de ces États ». Illusoire ? Bien moins que l'idée d'un protectorat à durée indéterminée, intronisant l'Otan

comme garante du maintien de l'ordre régional. Il n'y a d'autre issue, en effet, que de faire confiance aux peuples concernés pour définir un compromis global viable, assurer des garanties réciproques pour les minorités, fournir les moyens nécessaires au retour effectif des populations déplacées et aux réparations des destructions de guerre.

Cette perspective pose la question d'une force d'interposition, non pour dicter la loi des plus forts, mais pour garantir un compromis consenti. Sous quelle autorité? Les troupes de l'Otan sont disqualifiées pour une telle mission : on imagine mal les belligérants d'aujourd'hui métamorphosés demain en « soldats de la paix » reconnus par les deux camps. Toute autre solution, excluant les pays qui ont directement participé à l'intervention, peut être envisagée dans le cadre des institutions internationales : si la crise balkanique est une crise européenne, elle concerne toute l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, et non les seuls membres de l'Otan ou de l'Union européenne.

Cette question met en évidence le second objectif – inavouable – de l'opération « Force alliée ». Pendant la guerre du Golfe, on a beaucoup invoqué la « communauté internationale » et le « droit international ». Aujourd'hui, l'Otan agit sans mandat de l'Onu. La « communauté internationale » a pratiquement disparu de sa rhétorique : il est difficile d'en appeler à cette légitimité lorsque la Russie, la Chine, l'Inde s'opposent à l'intervention.

La guerre a donc aussi pour but de redéfinir la hiérarchie et le rôle des institutions internationales. À quelques semaines du cinquantenaire de l'Otan, Javier Solana est omniprésent, Kofi Annan pratiquement invisible.

La force pure dicte désormais son droit et son ordre. M. Solana assène avec une arro-

gance sucrée : « Vous pouvez tourner la question de la présence de l'Otan de la manière que vous voulez, mais les pays ayant prévu d'envoyer des contingents ne sont pas prêts à le faire dans un autre cadre que le nôtre. » Ce fait accompli est lourd de menaces qui débordent la tragédie des Balkans.

Depuis la disparition du pacte de Varsovie, la mission originelle de l'Otan est caduque. Elle doit justifier autrement son maintien dans une situation mondiale bouleversée où la brutalité de la crise économique annonce des convulsions majeures. C'est l'architecture de la domination planétaire à l'entrée du nouveau siècle et la légitimation du bras armé de l'Amérique qui sont à l'ordre du jour. Dans le Golfe hier, dans les Balkans aujourd'hui, les Européens apparaissent comme les supplétifs militaires de Washington. Ils n'en sont pas pour autant les vassaux. Europe et Amérique : deux empires, à la fois alliés et rivaux, se disputent le leadership mondial.

Pour les États-Unis, la guerre est l'occasion d'utiliser leur supériorité militaire pour réaffirmer leur hégémonie. Du côté européen, comme l'unité de l'Allemagne au siècle dernier est passée par Sadowa et Sedan, et celle de l'Italie par Solferino, l'unité politique de l'Euroland a besoin à son tour de sa guerre fondatrice.

Au lendemain des élections allemandes, certains saluaient l'avènement d'une Europe nouvelle, sociale et démocratique. Il n'a fallu que quelques semaines pour confirmer les choix d'une Europe libérale et voir la « troisième voie » devenir un sentier de la guerre. Symbolisé par la rencontre de Washington, en septembre 1998, entre Clinton, Blair et Prodi, le « nouveau centre » s'offre son baptême du feu. Il consacre la métamorphose de la social-démocratie classique, adepte de la canonnière

coloniale, en social-libéralisme, adepte des frappes néoimpériales à la chirurgie approximative. Et il s'inscrit dans une fuite en avant sécuritaire au détriment des formes les plus élémentaires de la démocratie et du droit. « Pour ou contre les dictateurs, pour ou contre la barbarie? », nous demande-t-on. Devinez!

À question simple, réponse simple. On est justement horrifié des crimes perpétrés par les sbires de Milosevic, par les villages incendiés et les massacres à l'arme blanche. Mais qui peut dire de quoi seront capables demain les nouveaux guerriers électroniques, habitués à la banalité d'une guerre sans risques, aux bombardements compassionnels, à l'administration de la ruine et de la mort à distance? Au crime de bureau, il faudra désormais ajouter le crime de labo, de studio et de plateau. La barbarie de la purification ethnique n'est pas une barbarie d'un « autre âge » (comme on l'entend souvent), à laquelle s'opposerait le bien absolu de la « civilisation » au singulier. Milosevic et l'Otan sont deux formes parfaitement contemporaines et jumelles de la barbarie moderne.

On proclame « nôtres » les bombardements sur Belgrade? Citoyen(ne)s d'un pays belligérant, notre premier devoir est d'agir pour exiger l'accueil inconditionnel des réfugiés et sans-papiers kosovars qui en font la demande, un débat parlementaire public avec vote nominal à Paris comme à Strasbourg, l'arrêt immédiat des bombardements et le retrait de la France de l'opération « Force alliée », le retour massif des observateurs civils sur le terrain.

Nous ne sommes pas « souverainistes bornés » (nous soutenons au contraire l'autodétermination du Kosovo), ni « pacifistes muniçois » (le droit ne va pas sans la force qui le soutient), ni complaisants envers les crimes de guerre de Milosevic, dont nous voulons la

chute et la mise en jugement, ni « anti-américanistes primaires » au nom d'un euro-chauvinisme de « l'Europe puissance » tout aussi

odieux que l'arrogance de la World Company. Nous refusons simplement que la tragédie du Kosovo soit l'occasion d'instaurer un nouvel

ordre impérial, loin, bien loin, des souffrances des peuples des Balkans.
Le Monde du 9 avril 1999.